



HAL
open science

Les fondements économiques du réarmement

Jacques Fontanel, Éric Brunat

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Éric Brunat. Les fondements économiques du réarmement. Jacques Fontanel. Globalisation économique et sécurité internationale : introduction à la géoéconomie, Université Pierre Mendès France, pp.261-274, 2004, Côté cours, 2-86561-282-1. hal-03209904

HAL Id: hal-03209904

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03209904v1>

Submitted on 27 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les fondements économiques du réarmement

Jacques Fontanel

Globalisation économique et sécurité internationale.

Introduction à la géoéconomie.

Université Pierre Mendès France de Grenoble,

Grenoble, Septembre 2005.

Résumé : Après l'effondrement de l'Union soviétique, le désarmement a été évoqué et le choix en faveur de l'économie civile était privilégié. Depuis les attentats terroristes de 2001 et les conflits militaires en Irak et en Afghanistan, la perception de la sécurité internationale a évolué. De nouvelles politiques et stratégies de sécurité civile et militaire doivent être conçues en vue de faire face aux nouvelles menaces qui englobent à la fois le terrorisme mais aussi la violence et la dépendance économiques. La recherche de la toute puissance américaine comme gendarme du monde devrait progressivement être contestée par les puissances émergentes, notamment la Chine, et même par la Russie qui a maintenu sa puissance nucléaire. Potentiellement, une nouvelle course aux armements n'est pas exclue, notamment si les rivalités économiques et économiques continuent leur essor.

Summary: After the collapse of the Soviet Union, disarmament was discussed and the choice in favour of the civilian economy was favoured. Since the terrorist attacks of 2001 and the military conflicts in Iraq and Afghanistan, the perception of international security has changed. New civil and military security policies and strategies have to be devised to deal with the new threats, which include not only terrorism but also economic violence and dependence. The quest for American omnipotence as the world's policeman is likely to be progressively challenged by emerging powers, notably China, and even by Russia, which has maintained its nuclear power. Potentially, a new arms race cannot be ruled out, especially if economic and business rivalries build up new grievances.

Mots clés : rearmement, course aux armements, guerre économique, terrorisme
Rearmament, arms race, economic warfare, terrorism

Après l'effondrement de l'Union soviétique et des expériences socialistes des pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO), un processus de désarmement a été engagé dans le monde. Les dépenses militaires ont été, en dollars constants, réduites d'un bon tiers, même si cette évolution est due principalement aux pays du Pacte de Varsovie, englués dans une crise et une transition économiques coûteuses et douloureuses, laissant peu de place aux objectifs d'armement.

Pour les États-Unis, les indices économiques se sont améliorés jusqu'en 2001. Il faut dire que, même si les dépenses militaires n'ont pas été réduites significativement en monnaie courante, elles l'ont été en monnaie constante. Pour Lawrence Klein, l'effort militaire américain calculé par le ratio dépenses militaires/PIB, a été ralenti, ce qui a permis le dégagement de ressources nouvelles qui ont amélioré la productivité de l'économie américaine. Le choix du « beurre » au détriment des « fusils » est un des facteurs importants de la relance de l'économie nationale. Après la fin de la guerre froide, tout en réduisant leur niveau de dépenses de défense, les États-Unis sont devenus la grande puissance économique et militaire du monde, permettant le dégagement de « dividendes de la paix » importants, par une réduction de la pression sur un budget fédéral en déficit, la réduction des taux d'intérêt et l'essor de l'investissement. Ainsi, les effets d'éviction à court, moyen et long terme ont été moins importants, provoquant une nouvelle dynamique économique, à la base du renouveau de l'hégémonie des États-Unis sur le processus de globalisation et sur le monde.

Il est donc intéressant d'étudier les évolutions de la sécurité internationale depuis la fin de la guerre froide. Il s'agira ensuite de répondre aux trois questions principales suivantes :

- 1.– Existe-t-il une nouvelle course aux armements ou des dépenses institutionnelles contre cycliques ?
- 2.– Est-ce que les bases théoriques d'une course aux armements présente ou à venir existent ?
- 3.– Est-on en présence d'un réarmement rampant ?

I. Les grandes évolutions de la sécurité internationale depuis la fin de la guerre froide

Depuis la fin de la guerre froide, de nouvelles conditions de la sécurité internationale sont définies. Les dépenses militaires et leur contenu ont d'ailleurs connu des évolutions très contrastées.

I.1. Les nouvelles conditions de la sécurité internationale

Il y a eu huit évolutions fondamentales de la situation militaire globale depuis la chute du mur de Berlin en 1989. 1.– On assiste d'abord à une diminution de la menace militaire nucléaire « immédiate », mais l'arsenal de ce type d'armes continue à limiter les probabilités d'une guerre conventionnelle entre les grandes puissances. Cependant, les récents développements diplomatiques ne sont pas très encourageants, car les progrès en matière de contrôle des armements et de désarmement nucléaires s'avèrent limités, voire interrompus, avec le refus du Sénat de ratifier le traité CTBT (Comprehensive Nuclear Test-Ban Treaty), l'échec de la Conférence sur le désarmement sur l'ouverture de négociations sur le traité des matériaux fissiles (FMT), le refus de l'Assemblée Fédérale russe de ratifier START II et la controverse sur la défense contre les missiles balistiques. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, cette affaire est réglée. Le fameux traité ABM est quasiment caduc, et une nouvelle course aux armements est sur le point de naître.

2.– Il y a un changement important de la nature des menaces. On passe d'un conflit bipolaire à des conflits multiples multipolaires, souvent fondés sur le refus de la globalisation, de l'occidentalisation ou de l'américanisation. Les principales menaces sont maintenant la prolifération des armes de destruction massive, les conflits économiques, mais surtout le terrorisme²⁷⁷. Il s'agit, pour maintenir les conditions de la paix, de trouver des accords politiques et économiques permettant de définir des règles mondiales applicables à l'ensemble des peuples.

3.– Les conflits civils intérieurs, particulièrement ceux qui concernent les violences perpétrées contre les populations civiles par les États, sont très

inquiétants et souvent très meurtriers, comme en témoignent les exemples de la Bosnie, du Kosovo, de la Somalie, du Rwanda, du Burundi, du Libéria ou de la Sierra Leone.

4.– Si le développement des objectifs du « zéro mort » dans les stratégies militaires occidentales a dominé depuis la fin de la guerre froide, il semble bien que ce temps soit révolu depuis le 11 septembre 2001. Il n'en reste pas moins que chaque jour il y a eu 214 tués pendant la deuxième guerre mondiale, 32 pendant la guerre de Corée, 19 au Vietnam, 4 au Panama et 0,7 dans le Golfe. Avec l'Afghanistan, les comptes ne sont pas encore faits, mais on peut supposer que cette guerre a coûté plus de 10 000 vies humaines, soit plus de 100 hommes par jour.

5.– Pour les dépenses américaines, même après les coupes dans le budget des achats de matériels du début des années 90, les dépenses militaires réelles ne sont pas descendues en dessous de ce qu'elles étaient au début des années 80. Cependant, les économies d'échelle des systèmes de défense ont été réduites, ce qui a restreint d'autant les achats d'équipement à engagements financiers équivalents. Autrement dit, il a fallu acheter moins avec des lignes de crédit limité, mais encore moins que prévu compte tenu de la hausse des prix consécutive à la perte des économies d'échelle. Il en a rapidement résulté une concentration des entreprises d'armement. Il y avait 13 contractants pour les missiles tactiques en 1990 et il n'en reste que 4 en 2001. Pour les bateaux de surface, il y avait 8 contractants en 1990, et 3 seulement en 2001. La compétition entre les fabricants d'armes s'est singulièrement atténuée.

6.– Les facteurs économiques redeviennent des instruments importants de rétorsion dans les conflits entre États. Le concept de globalisation inclut des conflits complexes, dans lesquels les États sont, volontairement ou non, acteurs principaux.

7.– La « privatisation » de la guerre est un danger non négligeable aujourd'hui, avec le développement de véritables armées par le cartel de la drogue et le développement du mercenariat. Les moyens financiers ne sont pas encore à la hauteur, mais il faudra bien un jour prendre conscience de l'importance de cette menace pour la sécurité quotidienne²⁷⁸.

8.– Ensuite, les industries d'armement elles-mêmes ont combattu les coupes sombres du budget, afin de faire face à la surproduction et aux contraintes du marché. Peu d'entreprises ont survécu à la crise, mais celles qui l'ont fait se sont renforcées et sont devenues dominantes. La consolidation de l'industrie d'armement américaine a été rendue possible par le processus rapide et profond de fusion et d'acquisition. Trente des cent plus grandes entreprises d'armement des États-Unis d'il y a dix ans ne sont plus indépendantes et ne constituent plus des « joueurs » reconnaissables sur les

marchés. Enfin, le gouvernement fédéral des États-Unis fournit une assistance considérable (plus de deux milliards de dollars sur la période) pour améliorer la rationalisation des processus de production, dans le cadre d'un programme de réduction des coûts. Le gouvernement devient monopoliste et monopsoniste, car il choisit lui-même ses propres fournisseurs selon des modalités parfois opaques.

1.2. L'évolution des chiffres concernant le secteur militaire

Selon le SIPRI, la réduction des dépenses militaires et de la recherche-développement de défense a été significative jusqu'en 1998. Cependant, les dépenses militaires de l'Asie ont augmenté de 27% pendant cette période, alors que les pays de l'ancienne URSS ont connu une réduction de près de 90% de leur effort de défense. En termes réels, les dépenses militaires des États-Unis ont même été réduites d'un bon tiers, le ratio de l'effort de défense sur le PIB étant même passé de 6% en 1985 à 3% en 2000.

TABLEAU 1 – LES DEPENSES MILITAIRES DES PRINCIPAUX PAYS,
EN MILLIARDS DE DOLLARS 1995

Pays	1989	1992	1994	1996	1998	1999
USA	374	331	296	264	256	259
Russie	240	48	40,5	23,4	18,1	22,4
Chine	10	14	12	13,7	16,9	18,4
France	52	51	50	47	46	47
Royaume-Uni	43	39	37	34	33	32
Inde	8	7	8	8	9	10
Pakistan	3	3,6	3,4	3,6	3,2	3,3
Afrique du Sud	5,2	3,4	3,2	2,9	2,3	2,2
Japon	47	49	50	51	51	51
Monde	1050	817	762	708	704	719
Afrique	12,2	9,8	9,5	8,9	9,5	10,6
Amérique	406	339	326	294	287	294
Asie/Océanie	104	124	127	134	137	139
Europe	483	275	253	226	221	226
Moyen-Orient	37	50	47	46	49	49

Source : SIPRI 1999 et 2000

Les dépenses militaires de la Russie ont considérablement baissé, ce qui a longtemps permis à leurs opposants de remettre en cause le maintien des dépenses militaires des États-Unis. Depuis l'attentat du 11 septembre 2001, rares sont ceux qui contestent encore ce nouvel élan vers une augmentation des dépenses de défense.

TABLEAU 2 – LES DEPENSES MILITAIRES RUSSES
EN MILLIARDS DE ROUBLES COURANTS ET EN POURCENTAGE DU PIB

Années	Dépenses militaires totales en milliards de roubles	PIB en milliards de roubles	% des dépenses militaires par rapport au PIB
1992	1.05	19.1	5.5
1993	9.04	171.5	5.3
1994	35.9	610.7	5.9
1995	63.2	1540.5	4.1
1996	82.5	2145.7	3.8
1997	105.0	2521.9	4.2
1998	85.6	2684.5	4.1
1999 (e)	171.1	4476.0	3.8
2000 (e)	212.0	5350.0	4.0

Source : SIPRI, *Yearbook*, 2000.

Pour le Fonds Monétaire International (FMI), les dépenses militaires dans le monde, en baisse constante par rapport au PIB dans la première moitié des années 1990, se sont stabilisées depuis 1995 entre 2,3 et 2,6% de la production mondiale²⁷⁹. Le SIPRI et l'IISS confirment globalement ces informations statistiques. L'information concernant la baisse des dépenses militaires dans les pays de l'ex-URSS a été remise en cause depuis 1998. En effet, les Etats baltes ont accru leur effort en matière de sécurité en vue de leur adhésion à l'OTAN et la Russie de Poutine redonne au secteur militaire une nouvelle considération, en vue de faire face à un certain isolement politique et stratégique dans la région.

TABLEAU 3 – LES DEPENSES MILITAIRES DES GRANDES REGIONS DU MONDE,
EN POURCENTAGE DU PIB (1995-2001) SELON LE FMI¹

Régions	1995	1998	1999	2000	2001
Monde	2,6	2,5	2,5	2,4	2,4
Économies avancées	2,6	2,6	2,5	2,5	2,5
Afrique	2,4	2,3	2,3	2,3	2,3
Asie	1,5	1,4	1,5	1,6	1,5
Moyen-Orient	6,1	6,2	5,8	5,8	6,3
Économies en transition	2,6	1,9	2,0	2,1	2,1

On peut ainsi constater que si les chiffres des dépenses militaires dans le monde, donnés par l'ensemble des sources statistiques, sont proches, il n'en va pas de même pour ceux concernant les différentes régions, avec des divergences relativement importantes. Ainsi, pour les économies en transition, l'écart le plus important représente 0,6% du PIB pour 1998, soit encore un écart de plus de 30% par rapport aux estimations du FMI. Il faut donc rester très prudent dans l'analyse des chiffres ainsi présentés.

TABLEAU 4 – LES DEPENSES MILITAIRES DES GRANDES REGIONS DU MONDE,
EN POURCENTAGE DU PIB (1995-2000),
SELON LE SIPRI (PREMIER CHIFFRE) ET L'IISS (DEUXIEME CHIFFRE)

Régions	1995	1998	1999	2000
Monde	2,4 / 2,5	2,3 / 2,5	2,3 / 2,4	2,6 / 2,4
Économies avancées	2,4 / 2,4	2,3 / 2,3	2,2 / 2,2	2,5 / 2,2
Afrique	2,3 / 2,8	2,0 / 3,4	2,2 / 3,3	2,1 / 3,2
Asie	2,1 / 3,6	2,1 / 3,8	2,0 / 3,4	NA / 3,3
Moyen-Orient	5,9 / 6,7	6,6 / 7,7	6,4 / 7,8	6,4 / 6,8
Économies en transition	3,1 / 2,7	2,5 / 2,4	2,5 / 2,3	2,6 / 2,3

II. De nouvelles armes pour de nouvelles menaces et de nouvelles stratégies

Le terrorisme constitue une menace considérable, qui implique la mise en place de nouvelles stratégies.

II.1. La nouvelle menace du terrorisme

Les attentats du 11 septembre 2001 ouvrent une nouvelle situation stratégique dont il est difficile aujourd'hui de mesurer le contenu et les contours. Cependant, il est certain qu'une nouvelle course aux armements est aujourd'hui engagée, dans la voie de la Révolution des Affaires Militaires, de la mise en place d'un bouclier contre les missiles nucléaires et de formes nouvelles d'armements et de stratégies pour lutter contre un terrorisme redoutable et multiforme. En outre, la question de la guerre cybernétique est posée²⁸¹. Les structures d'Internet par exemple sont ouvertes à de nombreuses attaques. La défense est difficile, car il s'agit de lutter contre les virus, mais aussi contre l'excès de messages qui bloque l'ensemble du système. Cela provoque d'importants dommages collatéraux, avec une intensité de propagation importante et rapide. De même, les agents chimiques et biologiques sont des armes attractives pour les terroristes, car il est possible de tuer un nombre élevé de personnes avec des moyens limités, aussi bien financièrement que technologiquement. En outre, ces armes sont adaptées aux actions terroristes car il n'existe pas de système de détection fiable, la « traçabilité » des agents est faible, ils ne présentent pas de difficultés technologiques importantes, leur capacité de nuisance immédiate est considérable, créant une panique provoquant une désorganisation rapide de l'économie concernée. Enfin, il existe un décalage important entre la dissémination du produit et ses effets, ce qui permet la fuite.

C'est un terrorisme potentiel important. L'arme chimique a pour effet de tuer, blesser ou rendre invalide temporairement un homme par les effets physiologiques qu'il provoque. Elle est efficace à faible dose, sa production et son stockage massifs sont aisés et la protection est difficile à réaliser. Les dispersions se réalisent par explosion, chauffage, pulvérisation ou contamination directe. Plusieurs cas de terrorisme chimique ont été révélés, mais sans effets trop importants, excepté l'attentat de la secte Aoum. Ces armes ont un coût très faible. Il faut 12 000 francs par kilomètre carré pour mener une opération d'envergure avec des armes conventionnelles, 4 200 francs avec le nucléaire, 3 600 francs avec les gaz neurotoxiques et 6 francs à l'aide d'agents biologiques²⁸². Par contre, le terrorisme nucléaire, sauf de la part d'un État, paraît difficile, car le processus est compliqué, risqué et aléatoire. Par contre, l'attentat à conséquence radioactive est une forme nouvelle et dangereuse d'action terroriste. De nouvelles armes de rétorsion ou de défense doivent être mises en place. Elles devront être flexibles, précises, adaptées aux nouvelles menaces.

II.2. Les nouvelles stratégies

Le processus de désarmement semble être achevé. La question est de savoir s'il y aura une nouvelle course aux armements et quels en seront les acteurs. Aujourd'hui, il est certain que les États-Unis souhaitent renouveler leur stratégie, ce qui implique des investissements importants pour lutter contre les menaces terroristes et nucléaires. Les tensions entre le Pakistan et l'Inde, les ambitions de la Chine ou le conflit de l'Afghanistan sont autant de facteurs de guerre potentiels.

TABEAU 5 - START I : LES NOMBRES DE MISSILES NUCLEAIRES, DE TETES NUCLEAIRES ET D'ICBM ET SLBM EN 2000

Catégories	Russie	Ukraine	Ex-URSS	USA	Décision au 5/12/2001
Véhicules de distribution de missiles nucléaires stratégiques	1 338	59	1 397	1 451	1 600
Têtes nucléaires comptabilisées par le Traité	6 472	526	6 998	7 763	6 000
ICBM et SLBM	5 876	270	6 146	6 185	4 900

Source : SIPRI Yearbook, 2000, p. 456.

Les questions classiques relatives au réarmement (ou au désarmement) restent toujours d'actualité :

– Quel choix opérer entre le beurre ou le canon ? Quels sont les coûts d'opportunité des dépenses militaires ? Pendant les périodes de forte croissance, cette question est moins opportune, mais, en situation de récession, le choix devient essentiel. Il est parfois intéressant de réduire l'effort militaire par la négociation, afin d'éviter les dépenses excessives qui grèveraient le budget des protagonistes (tableau n°5). Ainsi, les négociations START ont normalement pour objet de réduire le prix du canon. Cela n'a pas toujours été vérifié.

– Quel est le pouvoir de destruction (ou de protection) d'un dollar (*bang for a buck*) ? La question est de savoir quelles sont les stratégies susceptibles d'apporter, pour une dépense donnée, la meilleure sécurité pour une nation. En matière de défense, la guerre des crédits entre les armes américaines empêchait la mise en place de nouvelles stratégies²⁸³. Des effets d'inertie considérables subsistaient, rendant impossible l'évolution des États-Unis vers des stratégies mieux adaptées à la fin de la guerre froide. Ainsi, l'armée de terre souhaitait conserver ses lourdes divisions blindées, alors même que l'armée de l'air s'interrogeait sur l'opportunité du développement d'avions automatiques sans pilote, relativement bon marché. L'évolution principale portait sur la *homeland defense*, autrement dit sur la priorité accordée à la défense du territoire américain. Avec l'attaque frontale sur le sol américain, nul doute que la défense antimissile soit devenue prioritaire, en vue de combattre les fusées balistiques, elles-mêmes capables de perpétrer des attentats terroristes. Alors que les 8,3 milliards de dollars de demande de crédit faisaient l'objet d'une demande de réduction de 1,3 milliard de dollars de la part du Sénat, l'attentat du 11 septembre dernier a conduit à l'acceptation de la proposition gouvernementale. Le terrorisme aura convaincu les États-Unis que la guerre en dentelle, sans mort, était révolue.

– Quel est le montant des dépenses militaires ? Cette question est essentielle, pour définir à la fois l'importance des forces de dissuasion et la volonté politique de sécurité d'un pays. Pour de nombreux experts américains, les dépenses militaires américaines doivent tenir compte de ces nouvelles menaces. Pendant la guerre froide, les États-Unis dépensaient 7,5% du PIB à des fins militaires. Aujourd'hui, ces dépenses excèdent à peine 3%. Autant dire que le potentiel d'accroissement de l'effort militaire est à la fois considérable et économiquement supportable. Dans le long terme, il est bien plus coûteux de ne pas être bien armé pour faire face à la guerre²⁸⁴.

III. Vers une nouvelle course aux armements ?

La question qui se pose est de savoir si nous sommes à l'aube d'une nouvelle course aux armements, si les fondements théoriques de son exercice

sont bien réunis et si la présence d'un réarmement rampant est susceptible, depuis l'attentat terroriste du 11 septembre 2001, de connaître une substantielle accélération.

III.1. Un effort militaire souhaité avant l'attentat du 11 septembre 2001

Après une baisse importante des dépenses militaires, les États-Unis ont donné le signal d'une nouvelle attention financière à accorder aux problèmes de sécurité. Jusqu'au 11 septembre 2001, les objectifs étaient de rendre le territoire américain quasi invulnérable aux attaques nucléaires. Le budget approuvé pour 2001 était de 310 milliards de dollars, ce qui est finalement assez proche des moyennes annuelles, en dollars constants, des sommes engagées pendant la guerre froide. Le précédent Président, Bill Clinton, avait souhaité maintenir l'effort militaire (tableau n° 6). Pendant la campagne électorale, George W. Bush avait considéré la possibilité d'un accroissement des dépenses de défense de l'ordre de 45 milliards de dollars sur les dix années à venir en vue de faire face à la modernisation nécessaire des armes existantes et le développement d'armes létales et mobiles de nouvelle génération.

TABLEAU 6 – LES PROJECTIONS DE DEPENSES MILITAIRES AMERICAINES, EN DOLLARS CONSTANTS 2000, PROPOSEES PAR L'ADMINISTRATION CLINTON

Dépenses	1999	2000 Adopté	2001 Requis	2002 Planifié	2003 Planifié	2004 Planifié	2005 Planifié
Total	268.9	287.9	291.1	288.6	288.2	288.3	288.9
Personnel	73.6	76.1	75.8	76.0	75.7	76.0	76.0
Opérations & Maintenance	99.8	108.7	109.3	105.5	105.0	105.4	105.3
Achats	49.8	55.1	60.3	62.0	64.4	64.0	65.8
R&D	37.3	39.0	37.9	37.7	36.3	35.4	33.7

Source : SIPRI, 1999, p. 281

Les dépenses de R&D militaires ont sérieusement diminué sur la période considérée (tableau 7).

TABLEAU 7 – DEPENSES DE R&D DANS LE SECTEUR MILITAIRE, 1986-1997 (MILLIONS DE DOLLARS 1995)

Pays	1986	1989	1992	1995	1997
USA	51 000	51 000	44 000	37 000	38 000
France	6 200	7 100	6 800	5 200	4 600
Royaume-Uni	5 400	4 100	3 500	3 300	3 300

Source : SIPRI *Yearbook*, 1999.

On peut constater que les États-Unis dépensent sept à huit fois plus que son plus proche « concurrent », la France, ce qui témoigne de l'importance des investissements engagés dans ce domaine.

Cette lecture des chiffres ne permet guère de parler de développement de la course aux armements, au moins jusqu'au 11 septembre 2001. Il n'y avait pas de course aux armements apparente, ce que confirme la baisse des ventes internationales d'armes pendant la même période.

III.2. La présence des fondements théoriques d'une course aux armements

La guerre n'était plus le principal sujet des sociétés contemporaines, jusqu'à la guerre contre les talibans. Avec la fin de la menace soviétique, les industries d'armement ont même connu la crise, avec une réduction drastique de la demande d'armes, le retard technologique du secteur militaire par rapport au secteur civil et la perte progressive d'identité nationale avec le progrès des idées et des faits de la globalisation. Les premiers modèles de course aux armements ont démontré que les budgets de défense croissaient avec la préparation à la guerre dans des efforts à la fois simultanés et successifs de rattrapage.

– Les dépenses militaires d'un rival stimulent celles du pays concerné. Cette évolution n'est plus aussi claire aujourd'hui. D'une part parce que si les adversaires sont connus globalement, ils n'en ont pas moins de nombreuses formes, lesquelles ne recourent pas toujours des fondements nationaux. Or, les recherches économétriques ont souvent mis en évidence le caractère plutôt intérieur des causes d'une évolution des dépenses militaires. Autrement dit, du fait d'informations insuffisantes, les États sont plus influencés par leurs groupes de pression dans la définition des dépenses militaires que par l'ennemi potentiel.

– Les griefs entre les grandes puissances sont relativement peu importants. Dans la guerre terroriste, les États-Unis, l'Europe, la Chine ou l'Inde sont restés unis, ce qui est le gage (provisoire ?) d'une entente mondiale intéressante.

– Les effets cumulatifs des dépenses militaires ont été conceptualisés comme un fardeau de l'économie. Plus la croissance de l'économie est élevée et plus le fardeau est allégé.

Ainsi, une seule condition sur les trois conditions principales d'une course aux armements est satisfaite. Il n'y a pas de compétition excessive dans le secteur des armes et les griefs n'ont plus l'importance de ceux qui justifiaient la guerre froide. En outre, le fardeau de l'armement est réduit par la croissance économique. Pour les théoriciens libéraux de la globalisation,

la démocratie, l'ordre institutionnel et le commerce devraient nous protéger contre la guerre monstrueuse. Quand les flux économiques passent les frontières, les armes s'y arrêtent. Il faut donc, une formidable contestation de l'ordre économique établi pour relancer cette course aux armements. Cependant, si les nouvelles menaces impliquent de nouvelles armes (et donc le développement d'une course aux armements différente), la volonté de la puissance américaine de constituer un bouclier contre les armes nucléaires peut aussi relancer l'ancienne course aux armements entre les grandes puissances. Cette dernière ne pourra être évitée que si l'hégémonie américaine est considérée, provisoirement ou non, si indiscutable qu'aucun pays ne se sentira en mesure de la suivre dans cette voie.

III.3. La présence d'un réarmement rampant, susceptible d'accélération depuis la guerre terroriste

Jusqu'au 11 septembre 2001, une période de réarmement rampant est apparue, caractérisé par l'invention d'un nouveau système d'armement, de nouveaux outils de management et de nouvelles stratégies.

– Les vieux systèmes d'armement n'ont pas disparu. Ils sont encore très présents, comme reliquats de la guerre froide. Pour la Russie, l'arme nucléaire présente de nombreux avantages eu égard à ses coûts actuels. Des stocks d'armes sont utiles dans le long terme, au moins pendant la transition vers d'autres formes d'armes. Les États-Unis disposent actuellement de la supériorité militaire mondiale. Mais si ce pays souhaite jouer le rôle de gendarme du monde, il ne dispose pas encore des capacités et armes adaptées. La stratégie du Desert Storm appliquée en Irak et partiellement en Afghanistan (frappes aériennes massives suivies par une action au sol) n'a qu'une applicabilité réduite. Le Président Bush est fortement intéressé par le déploiement des missiles de défense contre les attaques nucléaires. Or, l'attentat du 11 septembre lui donne le « coup de pouce » nécessaire pour convaincre l'opinion publique américaine d'agir en ce sens. Il s'agit de passer du stade de la recherche-développement à celui d'un réel investissement, d'une bonne quinzaine d'années, dans ce type de technologie. Dans son intégralité, le programme devrait coûter plus de 100 milliards de dollars, principalement pour faire face aux missiles coréens et irakiens. On évite de faire des spéculations sur les coûts importants auxquels il faudrait faire face si d'autres menaces plus importantes (chinoises par exemple) apparaissaient. Les nouvelles armes sont très coûteuses et elles impliquent une nouvelle course aux armements de l'espace. Le déploiement qui n'était pas inévitable l'est devenu, malgré son coût et l'opposition de pays aussi importants que la Chine ou le Japon. La Révo-

lution des Affaires Militaires, (*revolution in the military affairs* ou *RMA*) requiert un usage efficace des systèmes d'information, tout en éliminant les coûts de la vie. Il s'agit de déployer très rapidement de nouvelles technologies, sources de nouveaux achats et de nouveaux profits. L'information est devenue essentielle. Dans ce contexte, l'art de la guerre est plus influencé par les valeurs de la politique internationale que par l'évolution des technologies.

– Il existe de nouveaux outils de management, fondé sur l'ouverture des marchés, la coopération et la rationalisation des coûts dans l'économie de marché. Le Pentagone n'a plus le monopole de nombreuses innovations. Aujourd'hui, les frontières entre le civil et le militaire sont poreuses, au même titre que celles des marchés nationaux et internationaux. Le Pentagone commence à utiliser les méthodes de gestion du secteur civil, ce qui tend à réduire les coûts. Cependant, il faut toujours choisir entre la compétition et l'émergence d'économies d'échelle, entre la stratégie de l'indépendance (liée à la suprématie des intérêts nationaux) et celle de l'interdépendance (souvent moins coûteuse). Les pays européens expérimentent ce type de défi, avec beaucoup trop de précaution sans doute. La coopération est aussi une stratégie intéressante, par la réduction des coûts qu'elle permet, l'élargissement des choix technologiques, de nouvelles recherches de bénéfiques et une plus grande flexibilité. Il s'agit alors d'améliorer la qualité du *bang for a buck*.

– Une nouvelle pensée stratégique se développe. La recherche de la toute-puissance des États-Unis a sans doute été encouragée par les attentats du 11 septembre 2001. De la stratégie des « États voyous » conduisant à des sanctions économiques, les États-Unis sont en position d'imposer une guerre contre ces pays rebelles, sous prétexte de terrorisme international. Les institutions démocratiques et les droits de l'homme constituent deux fondements essentiels du processus de globalisation. Les activités de maintien de la paix (*peacekeeping*) constituent un moyen intéressant de règlement des conflits intérieurs ou internationaux. Pour Klein et Marwah, un armée de maintien permanent de la paix coûterait de 50 à 100 milliards de dollars par an. Pour Parai, il est préférable de « louer » les forces aux autres armées afin de limiter les coûts des opérations. Pour Bush, les États-Unis sont en compétition avec tous les autres pays du monde.

La guerre terroriste du 11 septembre 2001 a relancé la course aux armements, de manière très concrète. Si les spécialistes militaires ont cependant relevé que les attaques ciblées avaient été près de dix fois moins importantes qu'elles ne l'avaient été au moment de la guerre avec l'Irak, il n'en reste pas moins évident que le coût de l'opération est élevé, de l'ordre de 50 millions de dollars par jour. Pour nombre d'experts américains, les États-Unis avaient, avant même l'attentat du 11 septembre 2001, trois grandes faiblesses.

D'abord, il n'y avait aucune solution à la menace nucléaire, même si avec ses 7 000 armes nucléaires, la Russie ne devrait en posséder que 1 000 de réellement efficaces en 2001. Ensuite, certains types de conflits, notamment ceux impliquant la guérilla et le terrorisme, ne permettent guère d'exercer une suprématie militaire dans le long terme. Enfin, la stratégie adoptée ne permet guère la défense du territoire américain lui-même²⁸⁵. La guerre terroriste peut conduire à une nouvelle surprise stratégique, soit avec l'usage de moyens nouveaux. Elle favorise la contestation du libéralisme, comme les restrictions apportées peu à peu aux valeurs de la démocratie, pour lutter contre la terreur. La Révolution des Affaires Militaires, destinée à prendre de plus en plus en charge les nouvelles technologies de l'information, suppose la restructuration du service des renseignements, avec la mise en place d'une dissuasion multicouche (*layers of deterrence*), impliquant le retour aux procédures traditionnelles parfois plus efficaces pour comprendre les tensions humaines susceptibles de se transformer en actions terroristes. La transformation du système militaire américain a fait apparaître de nombreux effets d'inertie, qui vont sans doute être remis en cause dans les mois à venir. Aujourd'hui, avec une rallonge de 20 milliards de dollars, les États-Unis consacrent 45 milliards de dollars à la lutte contre le terrorisme, soit une fois et demie le budget militaire de la France.

CONCLUSION

Le XXI^e siècle ne ressemble déjà plus au XX^e siècle. La course aux armements ne devrait pas faire exception. Les hostilités et griefs qui ont prévalu jusqu'à aujourd'hui sont dépassés et ils prennent des formes différentes, pas toujours encore parfaitement discernables ou définissables. Le secteur militaire a perdu de sa superbe et le secteur civil prend une place de plus en plus importante dans les domaines technologiques et de défense. Les problèmes économiques peuvent jouer un rôle central dans les futures relations internationales, notamment pour faire respecter le processus de la globalisation. Cependant, les guerres restent encore fondées sur le nationalisme, le racisme, la religion. La paupérisation et la faim dans le monde restent toujours des menaces pour l'humanité, dans un monde à la recherche de nouvelles valeurs démocratiques. Si le désarmement est un objectif de court terme, c'est la paix qui est d'abord recherchée. Dans ce dessein, il est nécessaire que les hommes dans leur ensemble satisfassent leurs besoins fondamentaux (*entitlements*).

Avec la victoire, les États-Unis vont devenir le gendarme international, le garant des libertés démocratiques et du commerce et de l'industrie. Au fond,

l'effondrement des deux tours jumelles (World Trade Center) et les dégâts provoqués sur le Pentagone semblaient marquer le début de la fin de l'Empire Américain. Il est probable pourtant qu'il ouvre une autre ère de domination, le gouvernement des États-Unis devenant le « parrain ».

Bibliographie

Chatterji, M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996), *Arms spending, development and security*, Ashing Publishing House, New Delhi.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), Disarmament: A century of economic thought, *Defence and Peace Economics* (14(3)).

Daguzan, J-F., Lepick, O. (2003) *Le Terrorisme non conventionnel*, Fondation pour la Recherche Stratégique, Janvier.

Fondation pour la Recherche Stratégique (2001), *Vers une privatisation des conflits ? Terrorisme, piraterie, mercenariats*, FRS, Paris.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1992). La guerre économique. *Ares, Défense et Sécurité*, 13(4), 9-50.

Fontanel, J. Borissova, I, Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics* 6(3).

Fontanel, J., Matelly, S. (2000), Le coût des dividendes de la paix, *Mondes en développement*, Tome 28, année 2000, n° 112

Fontanel, J. (2002), Le prix du terrorisme, *Ares, Défense et Sécurité* 23.

Fontanel, J. (2004), *Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie*. Collection "Côté Cours", Grenoble

Fontanel, J., Brunat, E. (2002), Les causes économiques d'un réarmement. *Cahiers de l'Espace Europe*, 17. Grenoble.

Fontanel, J., Arrow K., Klein, L., Sen, A. (2003), *Civilisations, globalisation et guerre*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Fontanel, J. (2005), *La globalisation en analyse : géoéconomie et stratégie des acteurs*, Editions l'Harmattan, Paris.

Houle, K.J., Weaver, G.M. (2001), *Trends in denial of service attack technology*, CERT, Carnegie Mellon University, October.

Lepick O. (2000), Le terrorisme chimique, in Daguzan, J-F., Lepick, O. *Le Terrorisme non conventionnel*, Fondation pour la Recherche Stratégique, Janvier.

Maier, T.W. (1999), Is U.S. ready for Cyberwarfare? *Insight*, April.

Shearer, D. (1998), Outsourcing war, *Foreign policy*, Fall.

Shkaratan, O., Fontanel, J. (1998), Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex, *Defence and Peace economics* 9(4).

Sprinzak, E. (1998), The great superterrorism scare, *Foreign Policy*, Fall

Thompson, L.B. (1999), Military supremacy and how to keep it, *Policy Review*, October and November